



CHAPITRE 52

Loi concernant la Société générale
de financement du Québec

[Sanctionnée le 21 décembre 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Acquisition
par le
gouvernement.

1. Sa Majesté du chef de la Province de Québec est autorisée à acquérir les actions en cours de la Société générale de financement du Québec (ci-après appelée « la Société ») qui ne sont pas déjà la propriété de Sa Majesté.

Approba-
tion.

2. Les conditions de l'achat, y compris le prix d'acquisition des actions et les modalités de paiement, sont agréées pour le compte de Sa Majesté par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Obliga-
tions, etc.

Le prix d'achat peut être acquitté au moyen d'obligations ou autres valeurs de la province et, à cette fin, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des finances à émettre de telles obligations et valeurs.

Cession
d'actions.

3. Les caisses populaires peuvent céder à Sa Majesté les actions qu'elles détiennent dans la Société, nonobstant l'entierement de ces actions; le fiduciaire des actions entières est lié par cette cession et il est tenu, dès qu'elle a lieu, de livrer les actions à Sa Majesté.

Prohibi-
tion.

4. Aucun titre émis par la Société ne peut être converti en actions de la Société, nonobstant toute convention contraire.

CHAPTER 52

An Act respecting the General Investment
Corporation of Québec

[Assented to 21st December 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Her Majesty, in the right of the Province of Québec, is authorized to acquire the outstanding shares of the General Investment Corporation of Québec (hereinafter called "the company") which are not already owned by Her Majesty.

Acquisition
by
govern-
ment.

2. The conditions of purchase, including the price of acquisition of the shares and the terms and conditions of payment, shall be approved on behalf of Her Majesty by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

The purchase price may be paid by means of bonds or other securities of the Province and, for that purpose, the Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, authorize the Minister of Finance to issue such bonds and securities.

Bonds,
etc.

3. The credit unions may transfer to Her Majesty the shares held by them in the company, notwithstanding that such shares are held in trust; the trustee of the shares held in trust shall be bound by such transfer and must, as soon as it is made, deliver the shares to Her Majesty.

Transfer.

4. No security issued by the company may be converted into shares of the company, notwithstanding any agreement to the contrary.

Conver-
sion.

Garantie
de paie-
ment.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital, intérêts et primes des débentures 8 pour cent, série B et des débentures 8 pour cent, série C, de la Société.

5. The Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, guarantee payment of the capital, interest and premiums of the 8 per cent, series B debentures and 8 per cent, series C debentures of the company.

Guaran-
teed pay-
ment.Conver-
sion.

6. Les actions à dividende différé de la Société détenues par Sa Majesté sont converties en actions ordinaires.

6. The deferred-dividend shares of the company held by Her Majesty shall be converted into common shares.

Conver-
sion.1962, c.
54, a. 7,
mod.

7. L'article 7 de la Charte de la Société générale de financement du Québec (1962, chapitre 54), modifié par l'article 1 du chapitre 78 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

7. Section 7 of the Charter of the General Investment Corporation of Québec (1962, chapter 54), amended by section 1 of chapter 78 of the statutes of 1971, is again amended:

1962, c.
54, s. 7,
am.

a) en retranchant les troisième et quatrième alinéas;

(a) by striking out the third and fourth paragraphs;

b) en retranchant, à la fin du cinquième alinéa, les mots « et à dividendes différés ».

(b) by striking out the words "and deferred-dividend" in the third and fourth lines of the fifth paragraph.

Id., a. 8,
remp.

8. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

8. Section 8 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 8,
replaced.Actions
réservées.

« **8.** Les actions de la Société non déjà émises sont réservées à Sa Majesté du chef de la Province de Québec. »

"**8.** The shares of the company not already issued shall be reserved for Her Majesty in the right of the Province of Québec."

Shares
reserved.1962, c.
54, a. 9,
mod.

9. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1969 et l'article 2 du chapitre 78 des lois de 1971, est de nouveau modifié en retranchant le cinquième alinéa.

9. Section 9 of the said act, amended by section 2 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, section 1 of chapter 72 of the statutes of 1969 and section 2 of chapter 78 of the statutes of 1971, is again amended by striking out the fifth paragraph.

1962, c.
54, s. 9,
am.Id., a. 10,
ab.

10. L'article 10 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 76 des lois de 1966/1967 et par l'article 2 du chapitre 72 des lois de 1969, est abrogé.

10. Section 10 of the said act, amended by section 3 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967 and by section 2 of chapter 72 of the statutes of 1969, is repealed.

Id., s. 10,
repealed.Id., a. 13,
mod.

11. L'article 13 de ladite loi est modifié en insérant, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, après le mot « entières », les mots « à Sa Majesté du chef de la province de Québec ou ».

11. Section 13 of the said act is amended by inserting after the word "trust" in the second line of the fourth paragraph the words "to Her Majesty in the right of the Province of Québec or".

Id., s. 13,
am.Id., a. 15,
mod.

12. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot « seize » par le mot « sept ».

12. Section 15 of the said act, amended by section 5 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the word "sixteen" in the third line by the word "seven".

Id., s. 15,
am.

1962, c.
54, a. 18,
ab.

13. L'article 18 de ladite loi est abrogé.

13. Section 18 of the said act is re- 1962, c.
pealed. 54, s. 18,
repealed.

Id., a. 19,
ab.

14. L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, est abrogé.

14. Section 19 of the said act, amended by section 6 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, is repealed. Id., s. 19,
repealed.

Assemblée
générale.

15. Aussitôt que possible après la date d'entrée en vigueur de l'article 12, le secrétaire de la Société convoquera et tiendra une assemblée générale des actionnaires aux fins d'élire les nouveaux administrateurs de la Société. Les administrateurs en fonction à ladite date continueront de l'être jusqu'à la date de cette assemblée.

15. As soon as possible after the date of the coming into force of section 12, the secretary of the company shall call and hold a general meeting of the shareholders to elect the new directors of the company. The directors in office on such date shall continue in office until the date of such meeting. General
meeting.

Sommes
payables.

16. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de la présente loi sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

16. The amounts the government may be called to pay under such guarantees shall be taken out of the consolidated revenue fund. Amounts
payable.

Entrée en
vigueur.

17. Les articles 4, 6 à 9 et 12 à 14 entreranno en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

17. Sections 4, 6 to 9 and 12 to 14 shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming
into force.

Entrée en
vigueur.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

18. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.